



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Départementale  
de la Cohésion Sociale et de la  
Protection des Populations (DDCSPP)

Service protection et santé animales  
et installations classées pour la  
protection de l'environnement

**Arrêté préfectoral  
portant prescriptions complémentaires**

**Société NICHE FUSED ALUMINA  
Commune de LA BATHIE – Site d'Arbine**

Le préfet de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement, titre I<sup>er</sup> du livre V, et notamment les articles L.512-3, R.512-31 et R.515-84 ;

**VU** le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 relatif à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment ses articles 58 et 59 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996 réglementant l'ensemble des installations exploitées par la société NICHE FUSED ALUMINA dans son établissement « site d'Arbine » situé sur le territoire de la commune de La Bathie ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mars 2010 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique et à la surveillance des émissions et de leurs effets sur l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2010 relatif à l'étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau par la société NICHE FUSED ALUMINA « site d'Arbine » sur la commune de la Bathie ;

**VU** les courriers de juillet 2013 et octobre 2014 de la société NICHE FUSED ALUMINA concernant l'étude technico-économique RSDE et la surveillance pérenne des substances dangereuses dans l'eau ;

**VU** le courrier du 26 mai 2015 de l'inspection des installations classées relatif à l'instruction de l'étude technico-économique RSDE du rapport de surveillance pérenne ;

**VU** le courrier du 25 octobre 2013 de la société NICHE FUSED ALUMINA déclarant conformément aux dispositions de l'article R.515-84 du code de l'environnement les rubriques de la nomenclature des installations classées relatives aux installations exploitées à La Bathie relevant de la directive IED ;

**VU** le courrier du 4 avril 2014 de l'inspection des installations classées concernant les rubriques de la nomenclature des installations classées des installations exploitées par la société NICHE FUSED ALUMINA à La Bathie relevant de la directive IED ;

**VU** le courrier du 20 avril 2016 de la société NICHE FUSED ALUMINA concernant l'actualisation des rubriques de la nomenclature des installations classées par rapport aux rubriques 4000, pour son établissement de La Bathie « site d'Arbine » ;

**VU** le courrier du 6 septembre 2016 de l'inspection des installations classées demandant à l'exploitant dans le cadre de la mise en œuvre de la directive IED, la remise d'un dossier de réexamen ;

**VU** le courrier du 12 juillet 2017 de la société NICHE FUSED ALUMINA transmettant au préfet de la Savoie le dossier de réexamen constitué en application des dispositions des articles R.515-70 à R.515-72 du code de l'environnement pour son site de la Bâthie (document BREF NFM « métaux non Ferreux » élaboré avec le concours du bureau d'études Ginger Burgeap) (document réf : CACICE170569/RACICE02762/-02 réalisé par GINGER BURGEAP) ;

**VU** le courrier du 12 juillet 2017 de la société NICHE FUSED ALUMINA transmettant au préfet de la Savoie le rapport de base constitué en application des dispositions des articles R.515-59 du code de l'environnement pour son site d'Arbine à la Bâthie (document réf : CACICE170569/RACICE02762/-02 réalisé par GINGER BURGEAP) ;

**VU** le courriel du 18 juillet 2018 de l'inspection des installations classées demandant à l'exploitant d'actualiser l'évaluation quantitative des risques sanitaires ;

**VU** le courriel du 12 février 2019 de la société NICHE FUSED ALUMINA transmettant à l'inspection des installations classées l'actualisation de l'évaluation quantitative des risques sanitaires (document réf : rapport du 30/01/2019-CACICE182904/RACICE03513-02) ;

**VU** l'avis sanitaire favorable du 8 mars 2019 de l'Agence Régionale de la Santé du département de la Savoie sur l'évaluation susvisée ;

**VU** le courrier de l'exploitant du 3 juillet 2019 informant la DREAL du changement de dénomination sociale de la société ;

**VU** la réunion du 10 juin 2020 avec l'exploitant relatif au projet d'arrêté préfectoral et vu les compléments apportés par celui-ci dans son document technique LBT-DT-2020-09-10 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 22 septembre 2020 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 25 septembre 2020 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de l'Agence Régionale de la Santé du département de la Savoie (ARS 73) confirmant que la mise à jour de l'évaluation quantitative des risques sanitaires liés à l'activité du site de La Bathie est de bonne qualité et complète, que l'évaluation des risques présentée conclut à l'absence de risque pour les populations exposées avec les hypothèses de l'étude ;

**CONSIDÉRANT** que la société NICHE FUSED ALUMINA réalise une surveillance de l'ensemble de ses émissions (canalisées et diffuses), y compris par la réalisation de mesures dans les végétaux à proximité du site ;

**CONSIDÉRANT** que le BREF de référence du 13 juin 2016 (Décision d'exécution (UE) 2016/1032 de la Commission établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, dans l'industrie des métaux non ferreux), ne prend pas en compte l'activité de production de corindon mais que les documents existants dans les secteurs d'activités proches (production de fibres minérales, traitement des métaux non ferreux...) indiquent que les filtres à manches doivent être considérés comme meilleures technologies disponibles pour le traitement des rejets atmosphériques ;

**CONSIDÉRANT** que le site est équipé de filtres à manches pour l'ensemble de ses rejets canalisés et considérant les performances obtenues par ces installations ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de poursuivre la surveillance dans l'environnement du site ;

**CONSIDÉRANT** que la proposition de l'exploitant par courriel du 18 juillet 2019 dans le cadre du programme de surveillance découlant de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 conduit à maintenir l'analyse de certaines substances ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de réexamen montre que la société NICHE FUSED ALUMINA respecte les principales conclusions relatives aux meilleures techniques disponibles pour l'activité « métaux non ferreux » ;

**SUR** proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

## **ARRÊTE**

## **Article 1<sup>er</sup> :**

L'installation sera exploitée conformément aux prescriptions du présent arrêté ainsi qu'à celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11 janvier 1996 modifié par l'arrêté préfectoral du 4 mars 2010 qui ne lui sont pas contraires.

## **Article 2 :**

La société NICHE Fused Alumina, située sur le territoire de la commune de La Bathie (73540), lieu dit « Arbine », au 38 rue des fondeurs, comprend les installations suivantes :

- deux silos sur site de stockage d'alumine équipé de filtres à manches :
  - Silo 1 : temps de fonctionnement du silo : 240 heures/an soit 10 jours/an
  - Silo 2 : temps de fonctionnement du silo : 510 heures/an soit 21 jours/an
- un four de fusion à électrodes graphites de fabrication d'alumine cristallisée ou corindon comportant un ensemble de lingotières pour recevoir l'alumine fondue et des caissons de refroidissement de l'alumine cristallisée (four 4000 relié au conduit F24/26) :
  - temps de fonctionnement du four : 363 jours, soit 8720 heures) : 7 à 8 coulées par jour pour une production journalière de 75 t/j (un cycle de fusion = 3 heures)
- un four électrique triphasé de fabrication d'alumine cristallisée ou corindon comportant une fosse de coulée à sa base (four globulaire GL relié au conduit F2) :
  - temps de fonctionnement du four : 350 jours par an, soit 8400 heures : une production journalière de 27 t/j
  - temps de fonctionnement de la coulée four globulaire (reliée au conduit F3) : 17 jours, soit 410 heures
- un four à bloc (four Higgins relié à deux conduits F14 et F15) :
  - temps de fonctionnement du four : 22 jours/an, soit 530 heures) : 7 à 8 coulées par jour pour une production journalière de 16 t/j (cycle de fusion de 20 heures)
- des ateliers de concassage-broyage d'alumine cristallisée (5 concasseurs, 1 broyeur pendulaire, 8 broyeurs à cylindres, 1 broyeur centrifuge, 2 broyeurs giratoires, 1 broyeur à marteau) :
  - temps de fonctionnement des broyeurs 4 et 5, broyeur CA, PALSAC (reliés au conduit de rejet F13) : 347 jours/an, de 6 heures à 22 heures, soit 5560 heures
  - temps de fonctionnement des broyeurs ensacheuse, concassage, Ermac (reliés au conduit F23) : 352 jours/an, de 6 heures à 22 heures, soit 5630 heures
- une centrale de nettoyage reliée au conduit F28
  - temps de fonctionnement : 120 jours/an soit 2870 heures
- le conditionnement du broyeur CA relié au conduit F30
  - temps de fonctionnement : 235 jours/an, soit 5650 heures
- un broyeur pendulaire pilote relié au conduit F501
  - temps de fonctionnement : 31 jours/an, soit 744 heures
- un atelier pilote relié au conduit F502
  - temps de fonctionnement : 228 jours/an, soit 5472 heures

Le site comporte également :

- des installations de conditionnement
- des séchoirs électriques et des étuves de séchage ;
- des installations de tamisage ;
- des installations de lévigation ;

- un laboratoire ;
- une station de traitement des eaux résiduaires ;
- des installations annexes.

L'exploitant dispose également hors site, d'un silo métallique de stockage de matière première situé au niveau du quai de la gare de la commune de la Bâthie (l'alumine amorphe). Ce silo est équipé d'un cyclone et d'un filtre à manches assurant la séparation de l'air de transport et de l'alumine.

### Article 3 :

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2010 modifiant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996 est supprimé et remplacé par les dispositions ci-dessous.

#### ARTICLE 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Volume autorisé
2515-1	a	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	5 concasseurs 14 broyeurs 42 cribles et tamis	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant simultanément au fonctionnement de l'installation	712 kw
3340		A	Fusion de matières minérales, y compris production de fibres minérales, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Fours de production de corindons ➤ Four 4000 ➤ Four globulaire ➤ Four Higgins	Capacité maximale de fusion	130 t/j

AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), A (Autorisation), E (enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration soumis au contrôle périodique), NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

**L'établissement n'est pas classé SEVESO à la date du présent arrêté au regard du classement des installations.**

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3340 relative à la fusion de matières minérales, y compris production de fibres minérales, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF relatif aux industries de métaux non ferreux (NFM).

L'installation est visée par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

Rubrique	Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Classement
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrages souterrains, non destinés à un usage domestique, exécutés en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau		D
1.1.2.0	1.1.2.0. Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m³/an (A) ; 2° Supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an (D).	Prélèvement d'eau à hauteur de 100 m³/h dans la nappe phréatique, par le puits (captage eau potable) localisé à 130 mètres à l'Ouest du site.  Plus de 90 % de l'eau prélevée est utilisée pour le refroidissement des fours, pour être ensuite redirigée vers le torrent « le Bénétant ». Les 10 % restants, sont utilisés comme eaux de procédés, eaux de lavage ou eaux de laboratoire. Ces eaux transitent ensuite par une station de traitement des eaux, avant rejet dans le torrent « le Bénétant ». Ainsi, toutes les eaux prélevées (nappe et torrent) sont rejetées dans le torrent du Bénétant, soit 1 200 000m³/an	A
1.2.1.0	1.2.1.0. A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m³/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ; 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m³/heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).	Prélèvement dans le ruisseau « le Bénétan » à hauteur de 50 m³/h	NC
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface totale imperméabilisée du site : 2,01 ha	D
2.2.1.0	Rejet dans les eaux superficielles susceptibles de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant : 2° Supérieure à 2000 m³/jour ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m³/jour et à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau.	Rejet dans les eaux superficielles du ruisseau « le Bénétan » : 3314 m³/jour et 1 200 000 m³/an	D

#### Article 4 :

Les dispositions de l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996, sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous.

## ARTICLE 2.2.2 CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Les différents points de rejets canalisés présents sur le site sont actuellement les suivants :

N° de conduit	Installations raccordées	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Caractéristiques
F24/26	Four 4000	8	Filtres à manches pour l'ensemble des conduits
F2	Four Globulaire	8	
F3	Coulée four Globulaire	8	
F14	Four Higgins conduit n°1	8	
F15	Four Higgins conduit n°2	8	
FSL1	Silo 1	-	
FSL2	Silo 2	-	
F13	Broyeurs 4 et 5, broyeur CA, PALSAC	10	
F23	Broyeur ensacheuse, concassage, Ermac	8	
F28	Centrale de nettoyage	8	
F30	Conditionnement du CA	12	
F501	Broyeur pendulaire pilote	12	
F502	Atelier pilote	12	

### **Article 5 :**

Les dispositions des articles 2.2.3 (conditions générales de rejet) et 2.2.4 (valeurs limites dans les rejets atmosphériques) de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-après.

# **ARTICLE 2.2.3 CONDITIONS GENERALES DE REJET ET VALEURS LIMITEES DES CONCENTRATIONS ET DES FLUX DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES**

	N° de conduit												
	Secteur Fusion					Secteur matières premières		Secteur broyage/conditionnement					
	F24/26	F2	F3	F14	F15	FSL1	FSL2	F13	F23	F28	F30	F501	F502
<b>Hauteur des conduits en mètre</b>	11,2	14,5	20	13	13	-	-	10	14,5	11,8	20	15,9	15,9
<b>Nombre jours/an</b>	363	350	35	22	22	10	21	347	352	120	235	31	228
<b>Nombre heures de fonctionnement annuel</b>	8717	8400	840	528	528	240	507	5560	5627	2872	5648	744	5472
<b>Débit en m³/h</b>	25000	9600	160000	5000	5000	2400	2400	7000	32400	9700	15000	7500	7500
<b>Concentrations instantanées en mg/Nm³</b>													
Poussières	10	10	5	10	10	20	20	15	15	15	15	15	15
Fluor (gazeux et particulaires)	0,5	1	0,5	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-
SO <sub>2</sub>	5	10	5	10	10	-	-	-	-	-	-	-	-
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	90	90	45	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-
CO	100	100	50	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Flux horaires en g/h</b>													
Poussières	250	96	800	50	50	48	48	105	486	145	225	112	112
Fluor (gazeux et particulaires)	12,5	9,6	80	5	5	-	-	-	-	-	-	-	-
SO <sub>2</sub>	125	96	800	50	50	-	-	-	-	-	-	-	-
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	2250	860	7200	500	500	-	-	-	-	-	-	-	-
CO	2500	960	8000	500	500	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Flux journaliers en kg/j</b>													
Poussières	6	2	19	1	1	1	1	2	8	3	5	3	3
Fluor (gazeux et particulaires)	0,3	0,23	1,9	0,12	0,12	-	-	-	-	-	-	-	-
SO <sub>2</sub>	3	2,3	19	1,5	1,5	-	-	-	-	-	-	-	-
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	54	21	173	265	265	-	-	-	-	-	-	-	-
CO	60	23	192	265	265	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Flux annuels totaux (canalisés et diffus) en kg/an</b>													
Poussières totales canalisées	2179	806	672	26	26	11	24	584	2735	418	1271	85	615
Poussières totales canalisées	9452												
Poussières totales canalisées et diffuses	10400												
Fluor total (gazeux et particulaires)	407					-	-	-	-	-	-	-	-
SO <sub>2</sub> total	120					-	-	-	-	-	-	-	-
NO <sub>x</sub> total en équivalent NO <sub>2</sub>	28270					-	-	-	-	-	-	-	-
CO total	48500					-	-	-	-	-	-	-	-

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heures rapportées à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

(\*) « Les hauteurs seront rendues conformes à l'article 52 de l'arrêté du 2 février 1998 en cas de modifications substantielles des installations raccordées »

## **Article 6 :**

Les dispositions de l'article 3.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996, sont remplacées par les dispositions ci-dessous.

### ARTICLE 3.2.1.1 AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Paramètres	N° de conduit												
	Secteur Fusion					Secteur matières premières		Secteur broyage/conditionnement					
	F24/26	F2	F3	F14	F15	FSL1	FSL2	F13	F23	F28	F30	F501	F502
	Poussières	trimestrielle	une mesure par trimestre de fonctionnement	annuelle	annuelle	annuelle		Une mesure par trimestre de fonctionnement					
Fluor (gazeux et particulaires)	-					-	-	-	-	-	-		
SO <sub>2</sub>	-					-	-	-	-	-	-		
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	-					-	-	-	-	-	-		
CO	-					-	-	-	-	-	-		

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse des effluents gazeux sont définies par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. La surveillance des émissions canalisées, intégrera la caractérisation des poussières en PM2.5 et PM10.

L'exploitant assure annuellement la surveillance des rejets diffus en poussières et fluorures (gazeux et particulaires) en provenance du hall de refroidissement des pains de corindon. Le prélèvement est réalisé à l'aide de cassette sur la durée d'un cycle complet de production.

L'exploitant assure également annuellement la surveillance des rejets diffus pour l'ensemble des paramètres à analyser.

#### Article 7 :

Les dispositions de l'article 4.5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996 modifié sont remplacées par les dispositions ci-dessous.

#### ARTICLE 4.5.1 QUANTITÉ DES EFFLUENTS REJETÉS

Le débit journalier d'eaux polluées (au sens de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996) rejetées après traitement dans le milieu naturel par temps sec est limité à 300 m³/jour maximal et une moyenne mensuelle de 90 m³/jour : les effluents du traitement à l'acide ne sont pas réguliers mais ponctuels.

#### Article 8 :

Les dispositions de l'annexe 3 et l'article 4.6.1 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996 modifié sont remplacées par les dispositions ci-dessous.

#### ARTICLE 4.6.1 VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS AQUEUX ET CONTRÔLE DES REJETS

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies. Les dispositions minimales sont mises en œuvre.

Auto surveillance					
Eaux résiduelles après prétraitement vers le milieu récepteur					
(Cf. repérage des rejets en annexe 3)					
Paramètres	Code SANDRE	Norme (s) ou conditions	Valeurs et concentrations maximales par jour	Flux maximaux journaliers en kg/jour	Fréquence minimale de contrôle
pH	1302	Conformément à l'article 58.2 de l'arrêté ministériel du 2/2/1998	-	5,5-9,5	En continu
Température	1301	-	< 30°C		En continu



Conductivité	1304	-	- µs/cm		semestrielle
Couleur	265	-	20 mg/l Pt	-	Sur demande
MEST	1305	Mesure suivant les normes référéncées dans l'arrêté du 07/07/2009	100 mg/l	≤ 15kg/j	semestrielle
DCO	1314	Mesure suivant les normes référéncées dans l'arrêté du 07/07/2009	100 mg/l	10 kg/j	semestrielle
DBO5	1313	Mesure suivant les normes référéncées dans l'arrêté du 07/07/2009	50mg/l	5 kg/j	semestrielle
Ions fluorures (F-)	7073	Mesure suivant les normes référéncées dans l'arrêté du 07/07/2009	15mg/l	2 kg/j	semestrielle
ChromeVI	1371	EN ISO 10304-3 - EN ISO 23913	0,05mg/l	1 g/j	semestrielle
Fer, aluminium et composés	7714	EN ISO 11885-EN ISO 15586- EN ISO17294-2	5mg/l	0,5 kg/j	semestrielle
Plomb	1382	EN ISO 11885-EN ISO 15586- EN ISO17294-2	0,1 mg/l	5 g/j	semestrielle
Hydrocarbures totaux	7009	Mesure suivant les normes référéncées dans l'arrêté du 07/07/2009	10 mg/l	0,1 kg/j	semestrielle

#### **Article 9 :**

Il est ajouté un article 4.2.5 à l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996.

#### **ARTICLE 4.2.5 REDUCTION DE LA CONSOMMATION EN EAU DU SITE**

L'eau prélevée dans la nappe phréatique, par le puits (captage eau potable) est restituée à hauteur de 98 % dans le milieu naturel superficiel « le ruisseau du Bénétant ».

Un variateur de vitesse est installé sur la pompe de prélèvement d'eau de nappe, pour permettre de réduire le prélèvement et ajuster le débit selon les besoins réels de production.

L'exploitant met également en œuvre les mesures suivantes afin de réduire ses consommations d'eau, notamment en réalisant et transmettant, dans un délai de 2 ans, à compter de l'entrée vigueur du présent arrêté :

- un bilan hydrique afin d'optimiser les besoins en eau et le débit de prélèvement,
- une étude technico-économique sur la faisabilité de mise en place d'un circuit de refroidissement fermé sur le four 4000 et autres solutions pouvant permettre la réduction du prélèvement en eau du site (nappe et torrent).

Au préalable, cette étude doit vérifier l'acceptabilité des volumes prélevés avec le milieu naturel (torrent et nappe) et que les prélèvements sont compatibles avec l'application de la réglementation en vigueur.

#### **Article 10 :**

Les dispositions de l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996 modifié, sont complétées par les dispositions ci-dessous.

L'exploitant fera respecter au sein de son établissement l'interdiction de réaliser des travaux de cassage et de broyage durant la période de nuit, soit entre 22 h et 6 h. Celles-ci pourront reprendre à compter de 6h (période intermédiaire indiquée dans l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996).

Dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant transmettra un plan d'actions pour supprimer les nuisances vibratoires. Ce plan sera instruit à sa réception.

#### **Article 11 :**

Les substances dangereuses pertinentes retenues et associées aux produits identifiés sont les hydrocarbures totaux (HCT) et les hydrocarbures aromatiques poly-cyclique (HAP).

L'exploitant doit réaliser un suivi périodique (tous les 10 ans) dans les sols des substances dangereuses pertinentes retenues.

Les modalités de la surveillance dans les sols des substances dangereuses pertinentes pourront être déterminées en accord avec l'inspection des installations classées.

Les résultats et interprétations de cette surveillance dans les sols seront précisés dans le prochain rapport de base que remettra l'exploitant.

#### **Article 12 :**

La décision d'exécution (UE) 2016/1032 de la commission européenne du 13 juin 2016, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), précise que la MTD 6 consiste en « la définition et la mise en œuvre des mesures techniques appropriées pour éviter ou réduire les émissions diffuses sur une période déterminée ».

S'agissant des rejets atmosphériques diffus, l'exploitant fera connaître l'évolution des solutions pour réduire les rejets gazeux diffus, en réalisant dans un délai de 2 ans, une actualisation de l'étude technico-économique de faisabilité de mise en place d'un traitement de l'air, notamment au niveau du hall de refroidissement des pains de corindons.

#### **Article 13 : Notification**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

#### **Article 14 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de La Bathie pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de La Bathie fera connaître par procès verbal, adressé à la DDCSPP de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 15 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie à l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

#### **Article 16 : Exécution**

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le Maire de La Bathie.

Chambéry, le

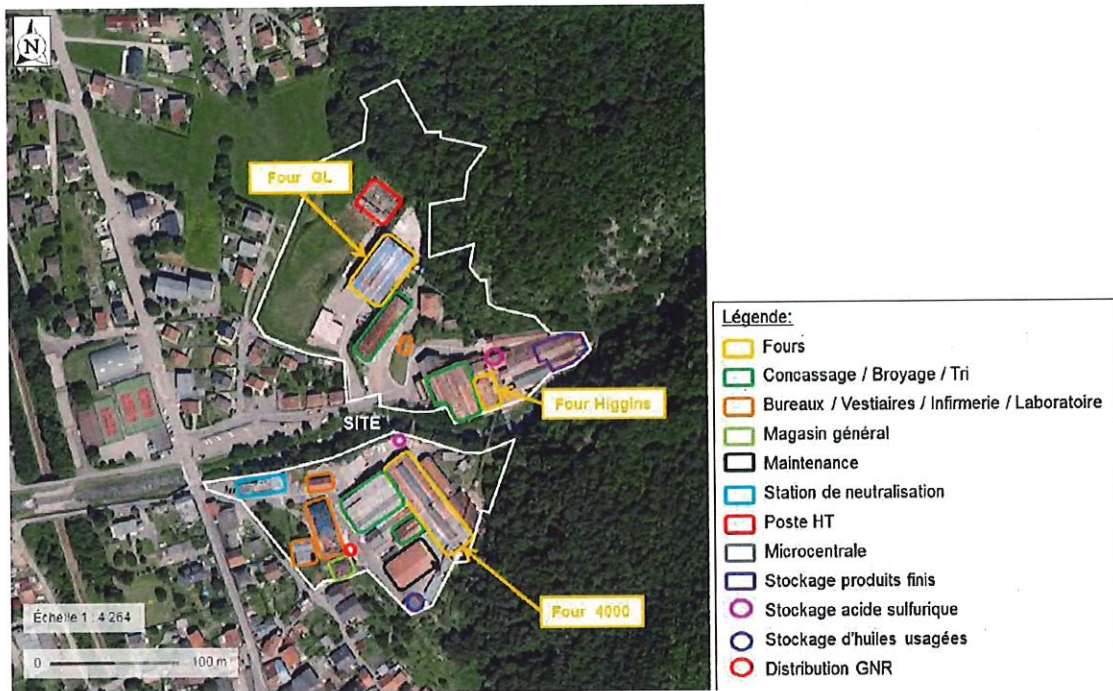
21 OCT. 2020

Le préfet

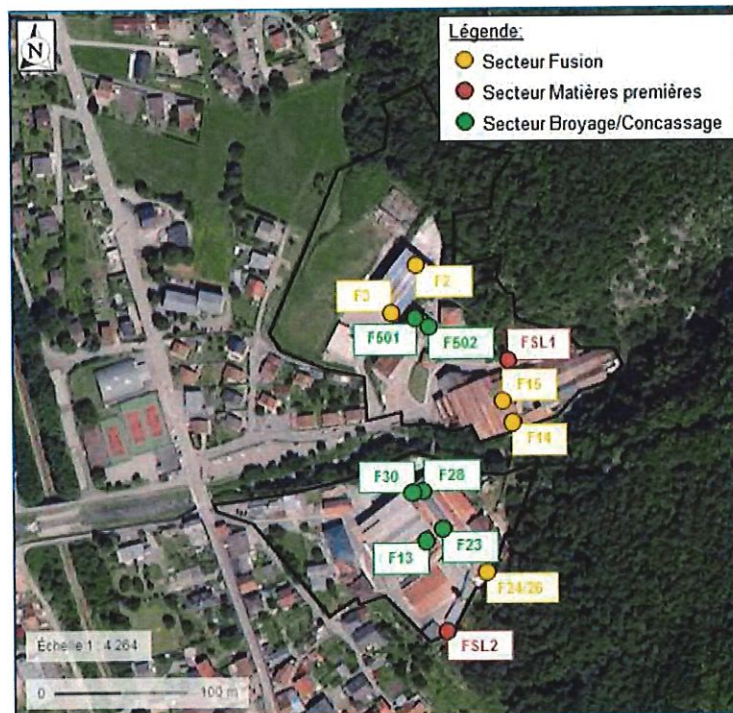
Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale,

Juliette PART

## ANNEXE 1 : Carte localisation des installations du site



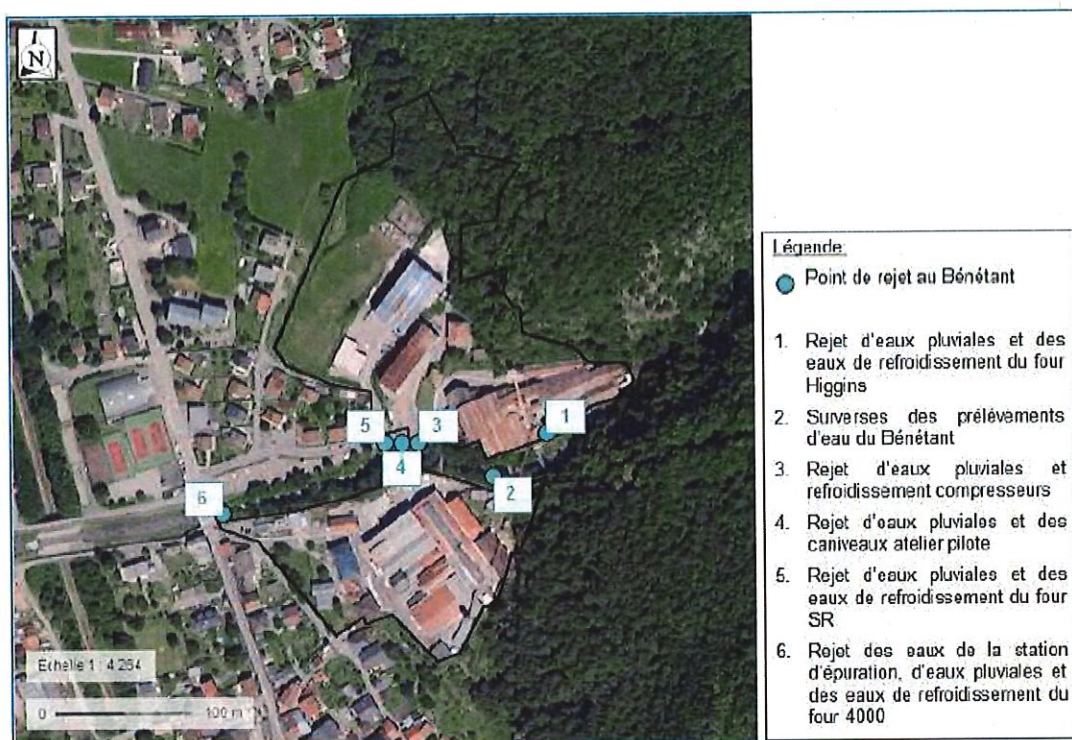
## ANNEXE 2 : Localisation des points de rejets atmosphériques du site





### ANNEXE 3 :

#### Localisation des points de rejets aqueux du site



### ANNEXE 4 :

#### Localisation des 6 points de mesures dans les végétaux sous influence du site

